

CHRONIQUE

Soutenances de thèses sur l'histoire du Var

L'histoire contemporaine du Var et de Toulon a été à l'honneur à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme d'Aix-en-Provence en décembre 2010 puisque deux thèses y arrivaient à soutenance dans le cadre de l'UMR TELEMME. Comme l'a fait constater leur directeur, Jean-Marie Guillon, ces thèses prouvent, s'il en était besoin, que l'histoire de ce département et de cette ville n'a jamais été négligée, contrairement à ce que l'on a pu lire ou à ce que l'on peut entendre assez régulièrement sur place. Ces deux thèses sont donc venues compléter, ajoutait-il, une série de travaux universitaires de premier plan couvrant l'ensemble du XIX^e siècle varois. L'Université de Provence reste le principal lieu de production d'une recherche régionale dont le Var n'est évidemment pas exclu, Telemme assurant un rôle majeur en matière de géographie et d'histoire du Moyen Âge à nos jours.

Évelyne MAUSHART, *La Vie culturelle à Toulon entre 1870 et 1914. Genèse des « politiques culturelles » municipales*

Cette soutenance a eu lieu le 15 décembre 2010 devant un jury composé de Paul Allard, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de la Méditerranée, de Gilbert Buti professeur d'histoire moderne à l'université de Provence (président du jury), de Jean-Paul Pellegrinetti, maître de conférences habilité en histoire contemporaine à l'Université de Nice-Sophia-Antipolis, et Jean-Marie Guillon, directeur de cette recherche.

E. Maushart a présenté son travail avec clarté en commençant par évoquer le parcours peu banal d'une mère de famille que rien ne prédestinait à se retrouver dans sa position présente et qui, tout en travaillant, s'est prise de passion pour l'Histoire, au point de poursuivre après sa licence en maîtrise, DEA et thèse. L'histoire culturelle correspondait à ses goûts et il y avait beaucoup à faire sur le Toulon des débuts de la III^e République. De cette ville de 70 000 habitants (13^e rang national) où l'État tient une place importante avec la présence de la Marine, elle rappelle la forte tradition républicaine, depuis les événements fondateurs de 1848 et de 1851, et la progressive installation des républicains au sein du conseil municipal à partir de la fin du Second Empire. Elle cite alors les travaux marquants dont le Var et Toulon avaient été le cadre pour le XIX^e siècle, ceux de Maurice Agulhon (en particulier *Toulon, ville du socia-*

lisme utopique), d'Émilien Constant (sur le Second Empire), de Jocelyne Georges (sur les maires du Var), et, plus récemment, ceux d'Yvan Kharaba sur la Chambre de commerce et de Yolande Le Gallo sur l'enseignement professionnel. Après avoir évoqué les sources utilisées, elle expose sa « thèse », une découverte pour elle, celle d'une politique municipale républicaine particulièrement dynamique, lancée par la municipalité radicale de Dutasta et largement fondée sur le souci de donner à la population les moyens de s'instruire par l'école, les cours du soir, le remarquable Musée-bibliothèque, les institutions artistiques, etc. Ce volontarisme, appuyé par l'émergence des « couches nouvelles » chères à Gambetta, l'autorise à parler de « politique culturelle ». Son objectif a été d'analyser comment ce mouvement de républicanisation se poursuit à Toulon, port de guerre et ville ouvrière, entre 1870 et 1914, et de montrer que la politique « républicaine avancée » de la première moitié de la III^e République a fait d'une culture élitiste une culture qui s'ouvre à la masse pour asseoir solidement la République et ses valeurs démocratiques.

E. Maushart retient pour cela quatre points significatifs. Le premier est le développement de la presse – quotidienne ou non, « grande » ou « petite » presse littéraire et artistique – prise en main par l'élite républicaine dès la fin de l'Empire pour marquer son opposition au régime. Le deuxième réside dans l'activité festive qui contribue à l'acquisition de valeurs civiques. Les républicains toulonnais prennent appui notamment sur des sociétés musicales et sportives subventionnées par la municipalité. Par ailleurs, du carnaval à la fête révolutionnaire, de la fête de charité à la réception d'un président de la République, toutes les occasions sont prétextes à inviter la population dans la rue. Le but des édiles toulonnais est de permettre à la population de faire l'apologie des valeurs civiques tout en se divertissant, de permettre à la ville de sortir de son marasme économique et autoriser les rassemblements de la population afin de créer un lien social de solidarité. La forte participation de la population permet de constater son adhésion au nouveau régime. La création de sociétés et d'associations, qui constitue le troisième point fort, participe à la naissance d'une nouvelle sociabilité. Le rythme des créations de ces sociétés aux disciplines variées – musique, sport, agriculture, histoire, géographie, beaux-arts, médecine... – est un indicateur de cette vitalité, comme l'ampleur d'un recrutement qui atteint toutes les catégories sociales; cette sociabilité, savante et populaire, constitue un élément décisif de diffusion culturelle. Le quatrième point fort est constitué par les acteurs du fait culturel – hommes cultivés et hommes politiques élus. Sont évoquées ainsi quelques fortes personnalités comme Henri Dutasta et Victor Pietra, représentatifs de ces couches, bourgeoises et populaires qui participent à la diffusion de nouvelles normes culturelles.

En conclusion, E. Maushart, qui reconnaît avoir eu du mal à se dégager de certaines sources et qui regrette de n'avoir pu en disposer pour éclairer certains domaines (conservatoire de musique), espère que ce travail ouvrira la voie à de nouvelles recherches.

Jean-Marie Guillon félicite E. Maushart pour sa détermination et les efforts faits pour parvenir au niveau auquel elle est arrivée. Ce parcours, qu'il rappelle puisqu'il a dirigé sa maîtrise et son DEA soutenu en 2003, ne peut que susciter l'admiration. Le projet de recherche qu'il a proposé à E. Maushart est parti d'un constat propre au xx^e siècle, celui d'un vide culturel toulonnais (le dynamisme culturel se trouvant à la périphérie de la ville et à Marseille), alors qu'au xix^e siècle, un Michelet pouvait s'extasier sur l'activité d'une élite intellectuelle, issue notamment de la Marine. Par ailleurs,

on ne pouvait qu'être étonné de la floraison de journaux locaux de divers types. D'où des questions, des hypothèses, un problème historique et la proposition du sujet, avec en contrepoint des comparaisons, en particulier avec les villes de la région – Marseille, Nice, Aix –, qui avaient peut-être servi de modèles ou de relais, à moins qu'il n'y ait eu influence directe de Paris et « nationalisation des comportements ».

E. Maushart a choisi de suivre un questionnement plus politique en mettant l'accent sur le rôle propre des municipalités, tout particulièrement des municipalités radicales et socialistes dans leur volonté d'« éclairer le peuple ». Ce questionnement est intéressant et vaut au lecteur de beaux portraits, celui de Dutasta au premier chef, et de bonnes pages sur certaines réalisations culturelles comme le Musée-Bibliothèque, l'École des Beaux-Arts, l'activité théâtrale, etc. Cette problématique est parfois un peu sollicitée, car l'élite culturelle, voire municipale, n'est pas monocolore, et même pas forcément républicaine (même si l'action des catholiques se marque, en effet, assez faiblement, en dépit de l'influence acquise par les maristes). J.-M. Guillon relève quelques approximations, mais le matériel collecté et restitué – notamment dans de très riches annexes (où il regrette l'absence de photographies) – est considérable. Les principales réalisations sont décrites en détail et ce qui est dit de l'effort scolaire et du rôle pionnier de Toulon en matière d'enseignement professionnel vient corroborer la thèse de Y. Le Gallo qui, elle, s'étendait au Var. Le panorama qui est donné de la presse locale et de ses acteurs est révélateur de l'activité d'une intelligentsia, certes étroite, mais qui fait preuve d'initiatives incessantes et sert de médiateur entre culture nationale et culture locale. Comme Jean-Claude Gaugain l'a montré pour le sport dans un ouvrage remarquable, le moment est celui du passage de pratiques traditionnelles à des pratiques que l'on qualifiera de « modernes ». Dans cette acclimatation, E. Maushart relève avec raison le rôle de la maçonnerie et des sociétés savantes. La troisième partie reste un peu en deçà. Elle n'en fournit pas moins son lot d'informations appréciables, par exemple sur les fêtes républicaines (celle, toute patriotique, de 1872, méconnue jusqu'ici) ou un carnaval bien oublié aujourd'hui. J.-M. Guillon tient à terminer son propos en félicitant à nouveau E. Maushart pour une recherche dont les apports documentaires sont considérables et qui intègre la liste des travaux universitaires de qualité qui ont fait du Var une référence en histoire nationale.

Paul Allard, rapporteur, rappelle que le travail d'E. Maushart se présente sous la forme de 2 volumes, l'un de 352 pages l'autre de 350 pages, dont 250 d'annexes. Après quelques remarques de forme, certaines positives, d'autres moins, il en vient au fond, la politique culturelle d'une grande ville de province entre 1870 et 1914. L'originalité de son travail provient de la période choisie et du choix de Toulon qui est une ville située à gauche entre 1870 et 1914. Le mot culture est pris dans une acception large qui permet d'évoquer tous les aspects de la vie culturelle de la société toulonnaise. Avant d'en arriver à la description minutieuse de tous les éléments qui constituent la vie culturelle, la thèse détaille la vie politique locale, mettant l'accent en particulier sur les figures de Dutasta et d'Escartefigue. L'ensemble est présenté sous la forme de chapitres qui couvrent de manière systématique tous les aspects de la vie culturelle toulonnaise. L'attention portée aux manifestations populaires est intéressante et rappelle que la culture n'est pas l'apanage d'une élite sociale. Le chapitre consacré aux fêtes républicaines organisées par la mairie est très suggestif. Les fêtes sont laïcisées et servent à souder le corps social autour de l'idée de République. Les assises sociales de toutes ces pratiques et des politiques menées sont décrites avec minutie. En annexe

des tableaux très utiles donnent la composition de l'Académie, de la loge maçonnique La Réunion et les listes des cercles et des sociétés.

Ce travail fort intéressant souffre cependant de quelques défauts, en particulier des approximations statistiques. Une difficulté de lecture provient du fait qu'une grande partie des tableaux intéressants se trouve en annexe alors qu'ils auraient pu aérer le texte et faciliter la lecture. De même les figures des artistes marquants sont rassemblées dans le tome II et n'apparaissent pas dans le corps du texte. Le plan suivi entraîne des redites, en particulier sur les actions des maires que l'on retrouve plusieurs fois décrites dans chaque partie. Même si l'auteur souligne les convergences, on a l'impression d'une juxtaposition. Cela se retrouve dans le chapitre qui est consacré l'école. Sur ce plan, P. Allard indique que certains pédagogues, comme Charles Baude et Elie Pécaut, se sont préoccupés d'introduire plus largement la culture artistique dans les écoles primaires afin de familiariser les élèves avec la beauté des œuvres. Ce type de réflexion a-t-il eu une influence sur les hommes politiques locaux ? Le chapitre sur le théâtre est très bien documenté et certains titres des pièces de théâtre sont indiqués. Il aurait été intéressant de commenter le choix des directeurs. Existe-t-il un choix spécifique dans la programmation des spectacles, le répertoire est-il adapté à un public particulier, ou bien est-il le répertoire de la plupart des théâtres de province pour attirer le public populaire ? En ce qui concerne la presse, on ne voit pas très bien le type de culture qui est véhiculé, les goûts exprimés. Quelle est la place des grands auteurs républicains, Victor Hugo en tête ?

Par ailleurs on peut regretter que les arguments utilisés par les hommes politiques pour parler de culture ne soient pas analysés de manière plus systématique. Il y a beaucoup de citations dans le texte, mais peu de mise en perspective. Quelques éléments de réponse sont donnés au fil du texte, il manque une synthèse. L'action de la mairie a-t-elle un effet d'entraînement ou bien est-elle un accompagnement ? Ces remarques et ces suggestions n'enlèvent rien aux grands mérites de ce travail d'érudition.

Jean-Paul Pellegrinetti, second rapporteur, considère que la thèse d'E. Maushart est importante. Elle dévoile, sur fond d'analyse de la vie culturelle à Toulon, les rapports, les combats et les luttes souvent très conflictuels entre les républicains et les conservateurs, lors de l'enracinement de la III^e République. Ce travail sérieux et utile permet de comprendre la républicanisation d'une ville à partir de la vie et de la politique culturelles de la municipalité toulonnaise. Le plan suivi est à la fois chronologique et thématique. Après l'étude des « conditions de la mise en place des politiques culturelles municipales », des analyses sont proposées au lecteur sous les titres suivants : « porteurs de la culture », « massification de la culture : des activités populaires nouvelles ». La logique de cette construction est évidente : l'évolution politique et la républicanisation de Toulon sont présentées comme le résultat de forces multiples où se conjuguent notamment l'influence d'acteurs clairement décrits et les idéologies nouvelles diffusées par l'école, le théâtre, le musée ou encore les bibliothèques. L'accent est également mis sur les moyens de propagande utilisés par les différents acteurs politiques aussi bien par le biais d'une presse partisane que par l'utilisation d'une sociabilité festive, populaire et coutumière.

Il ressort de cette démarche une volonté d'histoire globale qui fait du politique la résultante de l'économique, du social et du culturel, si bien que la thèse offre un panorama de l'évolution politique de Toulon qui déborde très largement le propos

annoncé par le titre. Au final, la vie culturelle et les politiques culturelles sont définies dans leur sens le plus large possible, avec une étude minutieuse de l'Académie, du théâtre, du musée, de la bibliothèque, des écoles de dessin et de musique, des sociétés populaires, de la presse, des loisirs, de la franc-maçonnerie, des cercles et des fêtes. Parmi les temps forts de l'analyse, se retrouve notamment la présentation générale de Toulon en 1870 des trois autorités qui y jouent un réel rôle culturel et que sont : la Marine, l'Église et la municipalité. Les biographies proposées constituent des apports notables au même titre que les analyses portant sur la création des écoles primaires laïques et gratuites par les républicains radicaux toulonnais dès 1871, sur l'inauguration de l'école municipale de musique en 1899, sur l'ouverture de la bibliothèque ou dans un tout autre registre, sur les festivités lors de la visite de l'escadre russe en Méditerranée en 1893 ou l'arrivée de la mission Marchand après Fachoda en 1898.

Néanmoins, nombreux sont les points où l'analyse est rapide ou parfois même manquante. La thèse comporte aussi des maladresses. Le manque de références bibliographiques constitue, quant à lui, une faiblesse pour l'analyse. D'une manière plus générale, ce travail pourtant sérieux s'impose au lecteur comme une étude fondée davantage sur un aspect descriptif plus qu'analytique. Des manques ou lacunes se décèlent tout au long de l'analyse. Lors de l'étude sur le Palais des Beaux-arts, le rapport qui existe entre les radicaux et les personnages d'une histoire nationale ou locale dans la construction de l'État-Nation n'est pas suffisamment maîtrisé. Cette remarque est valable également pour le travail sur la franc-maçonnerie où la moitié des membres des conseils municipaux durant la période étudiée appartient à la loge La Réunion à l'Orient de Toulon. De manière identique, le lecteur est également gêné par le manque de cartes par quartier permettant de comprendre l'implantation des différentes sociétés musicales ou sportives. Ces sociétés jouent-elles un rôle lors des élections ? Pourquoi les élites s'y retrouvent-ils à leurs têtes ? Est-ce un objet électoraliste ou un moyen de véhiculer et de développer la démocratie en milieu urbain ? Enfin, on ne peut que regretter qu'une partielle approche de l'étude du port, pourtant lieu de départ des conquêtes coloniales, mais aussi de l'Arsenal, foyer d'une intense activité ouvrière et politique qui reçut même, en 1844, Flora Tristan venue y prêcher l'union ouvrière. Ces différentes remarques de forme et de fond n'enlèvent cependant rien au travail d'érudition et aux qualités que comporte la thèse de E. Maushart.

Gilbert Buti, président du jury, revient sur l'importance du travail présenté. Les annexes sont composées de cartes inédites, tableaux, graphiques, notices biographiques, tableau synoptique, textes illustratifs bien choisis et référencés convenablement ; quelques photographies supplémentaires auraient toutefois pu accompagner l'ensemble. Les sources et la bibliographie (38 p.), classées clairement, témoignent de l'important corpus constitué et utilisé pour répondre à l'objectif du travail engagé. Les Archives départementales du Var, les Archives municipales de Toulon, celles du Service historique de la Défense, département Marine, de Toulon et certains dossiers en dépôt aux Archives nationales, sans omettre la presse – nationale, régionale et locale – ainsi que les almanachs, bulletins, annuaires... forment un ensemble documentaire cohérent, important, riche et varié. Le texte, rédigé clairement et fractionné en paragraphes avec conclusions intermédiaires, se lit très aisément. La thèse s'organise en trois parties chrono-thématiques.

Les conditions de la mise en place d'une politique culturelle municipale à Toulon permettent, dans un premier temps, de dresser un état des lieux de la vie culturelle au

début de la III^e République tout en brossant un tableau politique foisonnant mais bien maîtrisé ainsi que les temps forts de la situation internationale (expéditions maritimes). Dans cette partie E. Maushart s'efforce de pointer la part des héritages, lointains ou proches, de rappeler le rôle de certaines structures comme la Ligue de l'Enseignement – scolarisation des adultes, enseignement féminin, bibliothèques populaires –, de relever avec finesse la place prise par les saint-simoniens comme celle occupée par les francs-maçons. Elle expose clairement le jeu complexe établi entre les trois acteurs majeurs de la vie culturelle locale : l'État, par l'action de la Marine nationale, l'Église catholique qui voit le recul de son emprise culturelle (non sa disparition) et la municipalité dont nombre d'acteurs ont pour priorité « d'instruire le peuple ».

La seconde partie est consacrée aux « porteurs de culture », nouveaux ou anciens, à commencer par la vénérable Société académique devenue Académie du Var, où l'auteur rappelle le rôle majeur des officiers de la Marine – un groupe de lettrés qui mériterait d'être analysé dans une recherche future complémentaire –, et l'Orient toulonnais où se retrouvent nombre d'acteurs municipaux. L'essor des sociétés populaires est analysé avec bonheur et originalité à travers la « grande musique » – 20 orphéons et 47 sociétés instrumentales –, divers cénacles érudits, littéraires et artistiques.

La dernière partie expose, surtout pour les dernières décennies de la période étudiée, la massification de la culture à partir de nouvelles activités populaires en liaison avec différents rassemblements civiques. « L'âge d'or des rituels festifs » que constitue la III^e République est accompagné de développements de qualité : les commémorations républicaines et les réceptions officielles (aux parcours à mieux inscrire – avec cartes – dans le tissu urbain à la toponymie si chargée de sens) donnent lieu à de minutieuses descriptions. Serait-il possible de comparer la situation toulonnaise avec celle d'autres villes-ports-arsenaux, comme Rochefort ou Brest par exemple ? Y aurait-il des indicateurs d'une « culture toulonnaise » comme cela semble esquissé en conclusion de la thèse ?

Malgré un plan en apparence dynamique, le travail tend à se présenter comme une juxtaposition d'études ; il aurait été bon de jeter davantage de passerelles entre certains domaines et d'articuler parfois autrement les éléments puisés à de bonnes sources. Néanmoins, E. Maushart présente un travail sérieux et soigné qui restitue dans sa complexité et son épaisseur la vie culturelle à Toulon, car vie culturelle il y a, ce qu'elle démontre avec force, refusant ainsi à juste titre le vide en la matière qui est souvent associé à la ville au début de la III^e République.

Au terme d'une brève délibération, le jury a proclamé Madame Évelyne Maushart docteur de l'Université de Provence en histoire contemporaine, dans la formation « Espaces, cultures et société », et lui a décerné, par vote à bulletins secrets, la mention « très honorable ».

*
* *

Alain VIGNAL, *De l'ordre à la vocation. Le clergé varois de la Révolution Française à la Séparation*

Trois jours après la précédente, le 18 décembre 2010, toujours à la MMSH, avait lieu celle de la thèse d'Alain Vignal devant un jury composé de Paul D'Hollander, professeur d'histoire moderne à l'Université de Limoges, Christian Sorrel professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lyon 2 (président du jury), Régis Bertrand, professeur d'histoire moderne émérite de l'Université de Provence et Jean-Marie Guillon, qui a dirigé cette recherche.

Alain Vignal justifie l'objet de sa thèse et le cadre choisi en soulignant que le Var est le département qui a le taux le plus haut de prêtres jureurs en 1791. Il a voulu orienter son travail vers une étude du clergé dans la durée à partir de l'événement fondateur que constitue la Révolution. Les sources utilisées sont principalement diocésaines, ce qui lui a permis de rassembler des éléments de prosopographie pour 3 500 prêtres. Il a cherché à expliquer le fort taux de jureurs par l'héritage du jansénisme et la méfiance des prêtres vis-à-vis de l'évêque, du moins dans le diocèse de Fréjus, car le Var regroupe divers morceaux de diocèses. Après ce premier acte, les attitudes ont évolué et nombre de prêtres ont pris ensuite leurs distances. La reprise des ordinations est notable sous la Restauration, mais la chute est marquée à partir de 1860, le diocèse accentuant et anticipant les évolutions nationales. La crise des vocations incite l'évêque à faire appel à des prêtres extérieurs, ce qui ne suffit pas. D'autre part, A. Vignal constate une évolution du profil des prêtres au cours du XIX^e siècle. Leur condition, plus modeste que sous l'Ancien régime, tend à glisser socialement vers le bas. Quant à leur origine géographique, elle concerne notamment le nord-ouest du département et l'arrondissement de Grasse, d'où les réticences à s'en séparer après 1860 par le diocèse de Fréjus. Alors, le clergé n'est plus un ordre, mais il répond désormais à une vocation. Moins nombreux et mal réparti, il est de meilleure qualité. En fin de période, A. Vignal tente d'expliquer la crise des vocations par l'éloignement du clergé par rapport à la population et la faiblesse de la sociabilité cléricale. Il conclut sur une « désocialisation » de la foi.

Jean-Marie Guillon commence par se réjouir de cette arrivée à soutenance. Venant peu après la thèse de Mme Maushart, elle témoigne de l'intérêt que l'on porte toujours à Aix pour un département qui est l'un des mieux étudiés de France sur le plan universitaire, ce que les Varois ignorent trop souvent. Le travail d'A. Vignal vient donc s'insérer dans une série fournie de recherches de haut niveau. En l'occurrence, l'histoire du diocèse restait en jachère pour la période contemporaine et c'est pourquoi J.-M. Guillon a proposé à l'impétrant, dont il connaissait les aptitudes et les engagements, d'orienter sa recherche dans cette direction. Les charges professionnelles et de famille expliquent pour une grande part le temps écoulé depuis le DEA pour aboutir, sinon à l'objectif envisagé au départ, du moins à un résultat qui justifiait tout à fait sa présentation devant un jury. Beaucoup, dans une situation comparable, abandonnent. Aussi est-il toujours bon de souligner les qualités de celui qui, en s'imposant bien des sacrifices parvient, avec l'aide et la compréhension de ses proches, à surmonter les obstacles.

On pourrait s'étonner que J.-M. Guillon ait accepté de diriger une recherche dont l'analyse du clergé de la Révolution Française constitue le fondement, alors qu'il

n'est en rien spécialiste de la question. En réalité, son intention était d'orienter le travail vers l'étude du Var « blanc », trop négligé par rapport à son autre réalité politique « rouge ». Le point de départ a donc été un DEA intitulé *L'église en pays rouge. Le diocèse de Fréjus-Toulon du Concordat à la Séparation (1802-1905)*, soutenu en 2001. Mais, effectuant sa recherche avec une grande autonomie, A. Vignal a finalement approfondi particulièrement deux aspects de la question – les attitudes du clergé varois dans la Révolution et l'analyse statistique du clergé du diocèse de Fréjus sur un siècle – qui ont pris une telle dimension qu'il y avait matière à thèse. Ce choix a été d'autant plus aisé à accepter que le clergé constitue un bon observatoire sur l'Église, son évolution et ses rapports avec la société environnante. J.-M. Guillon craignait un certain enfermement de l'étude. Aussi, il sait gré à A. Vignal d'avoir fait l'effort d'élargir sa bibliographie et de s'ouvrir à la comparaison.

Avant tout, J.-M. Guillon tient à noter l'intérêt de l'impressionnante base documentaire rassemblée dans le cédérom joint et, complétée, de façon inégale, il est vrai, par le volume d'annexes. Le texte de synthèse – de bonne qualité formelle – est fondé sur cette enquête conduite de façon très approfondie dans les archives et les ouvrages à caractère de sources, même si l'on peut regretter qu'A. Vignal n'ait pas eu le temps de parcourir les communes du diocèse, où, il aurait pu recueillir des compléments d'information non négligeables en visitant églises, cimetières, etc., et, ainsi, mieux replacer les clercs dans le cadre de leur paroisse. L'apport le plus intéressant de la première partie réside dans l'historique complexe de l'évolution du diocèse. J.-M. Guillon laisse le commentaire de la deuxième partie, sur la position du clergé durant la Révolution Française, à ses collègues plus compétents, tout en relevant des continuités géographiques et familiales intéressantes. C'est évidemment la troisième partie qui a retenu plus particulièrement son attention puisqu'elle tente d'éclairer les caractéristiques du recrutement sacerdotal. Il relève des indications géographiques très éclairantes sur le milieu catholique, s'interrogeant au passage sur la relative banalité de la « petite Vendée » (Saint-Maximin), où il s'attendait à davantage de dynamisme. L'évolution du recrutement est finement retracée, scandée par des phases qui accentuent les mouvements nationaux. A. Vignal montre, à juste titre, une Église qui maintient sa présence et s'adapte aux évolutions démographiques, en particulier à Toulon où de nouvelles paroisses accompagnent l'extension des faubourgs. J.-M. Guillon apprécie certaines notations, même si elles auraient mérité d'être développées, par exemple sur la « mémoire » des curés (là encore, l'enquête de terrain aurait été utile). Reste une lacune sur les œuvres et sur tout ce qui relève du rôle social des prêtres dans les paroisses. C'est pourquoi l'hypothèse d'une perte d'influence reposant sur l'échec d'une « sociabilité catholique » (qui se voudrait un contrepoint à la sociabilité « rouge » de M. Agulhon) lui paraît fragile. Les réseaux cléricaux n'ont pas un ancrage social si faible. Pour avoir étudié en son temps le syndicalisme agricole, il peut dire que, même dans le département du Var, celui-ci joue un rôle déterminant dans la constitution des associations, voire des coopératives. Mais, en dépit de ces quelques réserves, J.-M. Guillon réitère sa satisfaction pour une thèse qui constitue un apport indéniable à la connaissance de la société régionale dans un domaine où beaucoup reste encore à faire.

Paul d'Hollander se félicite de cette étude intéressante, bien écrite, accompagnée d'un corpus impressionnant et portant sur un territoire mouvant. Cette thèse apporte du neuf sur un diocèse absent des grandes synthèses d'histoire religieuse. Or

ce diocèse présente le taux de jureurs le plus élevé du royaume en 1790. Les modalités de la prestation de serment sont éclairées avec soin, tout en estimant que l'unanimité sur la Constitution civile aurait mérité d'être nuancée, que leur engagement aurait pu être précisé. P. d'Hollander relève une erreur sur l'élection de l'évêque dans la nouvelle église constitutionnelle, qui se fait au suffrage indirect. Même si la reprise du culte après la Terreur, alors que beaucoup de jureurs se sont rétractés, est peu évoquée, ce travail apporte des éléments neufs sur l'Église constitutionnelle. Pour la période concordataire, le choix de l'évêque de Marseille est de mettre en place les anciens réfractaires. P. d'Hollander aurait souhaité plus de précisions sur l'origine sociale des prêtres, mais l'étude montre bien le glissement du recrutement de l'artisanat vers le monde agricole, plus pauvre, après la Révolution. La figure du prêtre du XIX^e siècle, saisie à travers les notices nécrologiques, est présentée de façon nuancée dans ses évolutions essentielles. Sans doute l'enquête aurait mérité d'être parfois un peu plus poussée, par exemple sur l'autoritaire Mgr Wicard, ou, pour éclairer la sociabilité des clercs, sur les conférences ou la célébration de l'Adoration perpétuelle. Les dernières pages consacrées à « la perte du peuple » sont quelque peu impressionnistes et il aurait été bon d'analyser les rapports entre maires et curés, l'impact de la condamnation par le clergé des dévotions « populaires » ou les effets de la résistance au coup d'État de 1851. Ceci étant dit, il n'en reste pas moins que le cœur de la recherche, l'étude des prêtres du Var sur un siècle, est solide et rigoureuse et que la base de données fournie en cédérom constitue un outil important pour d'autres chercheurs.

Régis Bertrand considère cette thèse avec satisfaction puisqu'elle dote le Var d'une analyse qui fait défaut pour les autres départements provençaux. En outre, elle révèle de grandes qualités : clarté de la langue, précisions des références, richesse des faits et des questions. Elle est issue d'un dépouillement considérable dans les archives et d'une collecte presque systématique dans les publications érudites locales (qui n'auraient pas dû être mises sur le même pied que les sources précédentes). Ce travail est ambitieux puisqu'il croise deux temporalités différentes, l'histoire de la Révolution, qui est une spécialité en soi, et l'histoire religieuse du XIX^e siècle. La bibliographie et la présentation des sources suscitent quelques réserves (listes inutiles, lacunes). R. Bertrand regrette aussi un certain déséquilibre entre les parties. Sans doute les considérations préliminaires sont-elles trop longues. Il infirme le jugement porté sur la réorganisation constitutionnelle considérée comme « utilitariste », alors qu'elle est si rationnelle qu'elle va perdurer. La différence en matière de serment entre l'est et l'ouest du Var est révélatrice car elle recoupe d'autres constats faits par le moderniste. R. Bertrand conteste le présupposé d'un deuxième Église réfractaire, qui est une reconstitution *a posteriori* pour affirmer une continuité. Sans doute y a-t-il une résistance clandestine, à laquelle des constitutionnels prenant leur distance vont d'ailleurs participer. Il signale aussi la persistance de petites Églises, janséniste à Saint-Maximin, et gallicane à l'est du département. La dernière partie est riche, mais parfois trop rapide. Le Var, département jeteur, est alors, à la Restauration, un bastion de la chrétienté, puis passe au « Midi rouge ». L'idée d'une désocialisation des fidèles est intéressante et recoupe l'évolution des confréries. Il y a sans doute désocialisation des pratiquants non réguliers et de ceux qui refusent la houlette tatillonne du curé. En conclusion, R. Bertrand souligne le mérite de ce travail, fondé sur une vaste enquête prosopographique qu'A. Vignal a réussi à conduire tout en enseignant. Son ambition d'embrasser le XIX^e siècle est justifiée. Il félicite l'impétrant pour ses apports.

Christian Sorrel, président du jury, confirme les appréciations portées précédemment et souligne le grand intérêt de ce travail avec en particulier le choix du temps long, même si ce choix est risqué. Il salue l'« invention » d'un Var clérical. Il revient à son tour sur la richesse de la base de données (3 480 noms, 1 779 fiches complètes) issue du croisement de sources multiples, lacunaires et contradictoires – registres d'ordination, état-civil, travaux de clercs érudits. Les erreurs sont rares, mais certaines affirmations sont rapides (sur la laïcité, sur la loi de 1905 ou la déchristianisation). Certains des ouvrages cités, notamment les thèses régionales, sont insuffisamment utilisés. C. Sorrel fait aussi quelques remarques critiques sur la bibliographie, le plan (qui n'évite pas les retours en arrière et privilégie la Révolution). Le XIX^e siècle est parcouru à grandes enjambées et sans doute aurait-il été préférable de distinguer une séquence 1802-1823, soit avant la constitution du diocèse-département afin de mieux saisir le processus de reconstruction. Enfin, C. Sorrel s'interroge sur les processus qui conduisent à un éloignement croissant entre le clergé et le peuple et à l'inflexion de la courbe des vocations, ainsi que sur les rythmes du changement. Il faudrait approfondir l'étude du court épiscopat de Mgr Wicart, épiscopat de crise qui marque un tournant. Beaucoup semble se jouer au milieu des années 1850, ce qui relativiserait l'impact du régime républicain après 1870. Peut-être, A. Vignal est-il trop pessimiste quant à l'état du diocèse à la fin du XIX^e siècle. Les œuvres sont-elles si peu actives ? La stratégie de Léon XIII est-elle sans écho ? La « désacralisation de la foi » ne peut se mesurer qu'en fonction des réponses portées à ces questions. Mais ces remarques ne diminuent guère les mérites de cette thèse. C. Sorrel signale l'intérêt de cette réflexion sur le poids de l'histoire et les identités territoriales dans un espace constitué à partir de 9 diocèses et finalement démembré, non sans un délai assez long, après l'annexion de Nice par la France. Cela pose la question de l'« identité » du diocèse, ce qui n'est pas sans incidence sur la mentalité du clergé, sa sociabilité, son rapport à la population. D'autre part, il convient de souligner la richesse de l'enquête sur le serment civique de 1790 et C. Sorrel terminant en saluant ce beau travail.

Au terme d'une brève délibération, le jury a proclamé M. Alain Vignal docteur de l'Université de Provence en histoire contemporaine, dans la formation « Espaces, cultures et société », et lui a décerné, par vote à bulletins secrets, la mention très honorable avec les félicitations.

P. H.